

**RETROUVEZ LA TOTALITÉ DES ARTICLES SUR :**  
<http://www.academie-gaullisme.fr/>  
COURRIEL : [acadgaul1@free.fr](mailto:acadgaul1@free.fr)

**Nous souhaitons à tous nos lecteurs un bel été,  
nous nous retrouverons en septembre.**

## RÉPONSE AU SNES

par Luc BEYER DE RYKE,

C E mois de juin marquera la célébration du soixante-dixième anniversaire de l'Appel du Général de Gaulle. À cette occasion Philippe de Saint-Robert a publié aux éditions CNRS un opuscule bienvenu intitulé *Jun 40 ou les paradoxes de l'honneur* (1).

« *L'homme c'est la conscience, mais la conscience exaltée.* » ce mot de Vigny inspira de Gaulle comme celui de Châteaubriand qui parle de « *l'honneur* » comme « *d'une exaltation de l'âme* » qui maintient le cœur incorruptible au milieu de la corruption.

Le Général tout pétri de la lecture des classiques en a lui-même le style dans ses *Mémoires* dont bien des passages constituent des pages d'anthologie.

Aussi le texte signé de Valérie Sultan, paru sur le site du SNES (Syndicat national des Enseignants du Secondaire), apparaît particulièrement choquant. La signataire juge « *totalelement incongru* » le choix des *Mémoires* « *qui ne sont pas un texte littéraire* » mis au programme de lettres en Terminale.

Ce qui à mes yeux me semble « incongru »

*Suite page 2*

Sommaire	
Pages	
1, 2	Luc BEYER DE RYKE
1, 3, 4	François LARDEAU
5 à 8	Paul KLOBOUKOFF
9 à 13	Christian DARLOT
14	André BELLON

## AU FIL DES JOURS...

par François LARDEAU

### 1. NOUS voilà tous « conjoncturés » !

« *L'euro, c'est une monnaie qui se partage à seize, et à la fin, c'est toujours l'Allemagne qui gagne.* »

Gary Lineker, footballeur anglais.

« Conjoncturés » ! C'est le mot qu'avaient inventé les Ivoiriens pour qualifier leur situation quand ils eurent à subir, au début des années 1980, les effets pervers des mesures d'ajustement structurel et de réforme administrative imposées par la Banque mondiale et le FMI venus aider leur pays à honorer les échéances de remboursement des emprunts qu'il avait contractés pour la réalisation d'investissements supposés productifs et en fait surdimensionnés, car, là aussi, il y avait eu des pousser-au-crime ! Et voilà que pour nous, « pauvres » Gaulois, hier superassistés, c'est aujourd'hui, avec la rigueur annoncée et de fait incontournable, le ciel qui menace de tomber sur nos têtes... Bref, à notre tour, nous serons bientôt tous « conjoncturés ».

Du risque de faillite grec, somme toute relativement circonscrit au départ, on est passé à un doute généralisé des marchés sur la solvabilité des États européens les plus endettés, ce qui a entraîné une ample spéculation à la baisse sur l'euro dont les fondamentaux apparaissaient à la fois menacés par ce risque d'insolvabilité et par l'absence d'une croissance économique suffisante, seule capable de le réduire sensiblement. Du coup, même à supposer que les centaines de milliards annoncés puissent être effectivement mobilisés en cas de besoin, s'est trouvée entamée d'entrée la crédibilité des mesures financières envisagées pour assurer une solidarité effective entre les seize pays qui composent la zone euro. La probabilité d'une extension de la crise grecque à des pays comme l'Espagne ou l'Italie

constituait d'autre part un tel changement d'échelle qu'on ne pouvait plus être assuré d'éviter alors un éclatement de la zone euro, voire de l'Union européenne, les populations des pays budgétairement « sérieux », ceux du Nord de l'Europe, refusant de sacrifier leur niveau de vie pour venir au secours des « cigales » du Sud et les populations de celles-ci rejetant les mesures antisociales imposées par le FMI et Bruxelles.

Ce qui dérange le plus aujourd'hui, c'est que cette situation générale d'endettement dépassant largement les limites fixées par les traités européens, au demeurant parfaitement connue des responsables politiques et bancaires, ait pu déboucher du jour au lendemain sur des surenchères de rigueur ici et là, sans concertation préalable, et par conséquent sans prise en compte du risque collectif de récession ainsi entraîné, lequel ne pourrait que porter plus grand préjudice encore à la solidité de l'euro, même si son actuelle dévaluation de fait correspond par ailleurs à un réajustement nécessaire.

Indispensables à la mise en œuvre des mesures de réduction des dettes souveraines qui s'imposeront de toute façon, les consensus nationaux sont d'autre part loin d'être acquis. Ils ont été trop mis à mal auparavant, en France spécialement, par le jeu des prises de position systématiquement négatives des partis d'opposition à chaque changement de majorité. L'exercice démocratique des pouvoirs s'en est trouvé quelque peu malmené, et aujourd'hui on ne peut que constater le dangereux manque de réalisme et de sincérité des responsables politiques concernés qui, par pure démagogie et n'ayant en vue que leur maintien ou leur retour au pouvoir, se montrent toujours prêts à nier les plus grandes évidences. Ce n'est certainement pas ainsi que la situation pourra être redressée.

*Suite page 3*

# LE FACTEUR HUMAIN

par Luc BEYER DE RYKE,

**L**A joie de la convivialité a revêtu couleur de deuil. Hind Khoury, déléguée générale de la Palestine à Paris, sa mission accomplie, retourne dans son pays. « *Tu reviens à la maison* », devait dire Elias Sanbar son collègue à l'UNESCO devant tous ses amis réunis pour la circonstance à l'Institut du Monde Arabe.

Oubliés les petits fours et le verre de l'amitié. Le jour même on avait appris l'arraisonnement en haute mer de la flottille humanitaire cinglant vers Gaza.

Dominique Baudis, président de l'IMA résuma la situation en des mots forts emplis d'émotion : « *Pour la création d'un État palestinien viable, des hommes sont morts cette nuit.* »

Le récit de ce qui s'est passé, la réprobation et même l'indignation quasi générale on la connaît. Les médias du monde entier s'en sont fait l'écho.

De manière plus personnelle j'aimerais évoquer ici le destin, le chemin de vie de quelques acteurs que j'ai connus ! Cette tragédie a fait que je les ai retrouvés, à un titre ou à un autre, pour évoquer les faits.

**Dominique Baudis** a été mon collègue au Parlement européen. Il était au PPE (démocrates chrétiens), j'étais au groupe libéral.

Lorsque je suis arrivé sur les mêmes bancs j'avais pour voisin, son père alors maire de Toulouse. Pour une raison que j'ignore, après l'attentat meurtrier de la rue des Rosiers à Paris, Pierre Baudis quitta les libéraux pour les démocrates chrétiens. Dominique Baudis suivit les traces de son père et devint à son tour maire de Toulouse.

À ma connaissance, tout en ayant vécu au Liban comme journaliste, le Moyen Orient et la Palestine ne l'ont pas mobilisé jusqu'au jour où il devint par la grâce de Jacques Chirac, président de l'Institut du Monde Arabe. La fonction fait l'homme. L'autre

soir il dénonça « *le caractère insupportable du blocus* » et parla de Gaza « *prison à ciel ouvert* ».

## Présence de Simone Veil.

L'hommage à Hind Khoury dont on salua *la générosité, la gentillesse, la ténacité tranquille* fut marqué par la présence inattendue de Simone Veil accompagné de son mari. Présence silencieuse mais applaudie par tous avec reconnaissance. Présence qui pour moi évoquait le passé lointain où ma carrière se brisa sur le problème palestinien. Dans cette épreuve Simone Veil me défendit avec ardeur. Elle m'avait permis d'accueillir Yasser Arafat venu au parlement européen et de lui transmettre ses salutations « *mais moi-même je ne puis le rencontrer* » m'avait-elle dit.

Comme incitée l'autre soir à prendre la parole, elle murmura « *je ne puis me le permettre...* ».

Le sens de la justice qui est si fort en elle la pousse à accomplir des gestes courageux. Le passé, l'holocauste douloureusement vécu, éprouvé, les liens étroits qui la relient à la communauté juive expliquent sans doute les limites de sa démarche. Rappelons-nous qu'au sortir de sa présidence du Parlement européen on avait songé à elle pour devenir président de l'État d'Israël. Elle avait décliné car elle se sent profondément française. Je me remémore d'elle lorsqu'elle me disait « *Luc, je suis toujours émue lorsque vous parlez de la France* ».

Lorsque Jacques Chirac, alors Premier ministre, me remit à Maignon la Légion d'Honneur ce fut en présence de Simone Veil. Ni elle ni moi ne l'avons oublié.

## Des choix difficiles

Il est un troisième nom que le « terrorisme d'État en haute mer » a fait ressurgir, celui d'**Igal Palmor**, porte-parole du ministre israélien des Affaires étrangères. C'est un ami. Nous nous connaissons depuis longtemps. Très longtemps puisqu'Igal avait moins de dix ans lorsqu'il vivait à Bruxelles où son père était diplomate. L'enfant, l'étudiant brillant,

Suite page 4

## RÉPONSE AU SNES..(SUITE)

c'est la réaction de Valérie Sultan coïncidant avec le soixante-dixième anniversaire de l'Appel du 18 Juin.

La symbolique de cette date rappelle Philippe de Saint-Robert « *est là pour justifier tous les appels qui n'ont jamais été entendus, innombrables appels toujours étouffés dans la nuit de l'Histoire et les guerres perdues* ».

Il me paraît selon « la nature des choses » que le président de l'Académie du Gaullisme en notre nom à tous dise sa réprobation. Je le fais. Mais je m'en voudrais de réagir seulement dans la qualité qui est la mienne.

On pourrait juger le geste convenu, attendu. Il ne l'est pas. Si je m'insurge c'est avant tout en amoureux de la langue française. Vous le savez, je suis Belge. Le hasard des circonstances fait que la veille de la publication du texte de Valérie Sultan, Philippe de Saint-Robert et moi avons été conviés par le délégué de la communauté française de Belgique Jean-Pol Barras à débattre de la défense et de l'illustration de la langue française. Cela se passait devant un public nombreux, épris de notre langue, dans le bel hôtel du boulevard Saint-Germain, siège de la Délégation.

Si l'amour du français m'est venu très jeune je le dois à un professeur de lettres, Henri Soisson, envoyé par le quai d'Orsay pour enseigner à des petits Belges la beauté et l'intelligence des textes. Lecteur de Camus et de *Combat* il nous inspira le goût des explications de textes et du débat littéraire.

Ce qui me porta vers de Gaulle ne fut pas seulement le Résistant et l'homme qui sauva l'honneur de la France, ce fut l'écrivain. Celui qui avait le culte du Verbe et apporta le témoignage de l'Histoire et de l'Action en un style superbe.

Charles de Gaulle a pris sa place à travers les *Mémoires* dans la lignée des classiques. Que les sensibilités puissent différer peut se comprendre. « *À chacun sa vérité* », disait Pirandello. Que les *Mémoires* puissent figurer dans les grands textes littéraires par contre est à mes yeux une évidence.

D'avantage que le président de l'Académie du Gaullisme, c'est l'ancien élève de Terminale que je fus qui signe cette réponse faite à Valérie Sultan et au SNES. ■

(1) CNRS éditions, 60 pages, 4 €.

**AU FIL DES JOURS...(SUITE)**

Pour l'heure, en la matière, rigueur ou pas, c'est le modèle budgétaire allemand, imposé sans ménagement par Mme Merkel, défenderesse de l'euro fort, qui fait loi. L'œil rivé sur les taux d'emprunt appliqués à chacun de leurs pays, les dirigeants européens ne semblent plus voir d'autre solution que l'entrée dans ce moule jugé le plus protecteur au regard des annonces des agences de notation. S'ensuit une véritable fuite en avant qui, outre la remise en cause probable d'une croissance déjà insuffisante, risque de buter tôt ou tard sur le mur constitué des populations rendues « vulnérables » (c'est ainsi qu'on appelle au FMI et à la Banque mondiale les populations prises en otage par les plans d'ajustement structurel – autre appellation contrôlée – qu'ils imposent en contrepartie de leurs aides financières). Rien n'est donc réglé. Tous les scénarios restent possibles, les pires et au mieux ... les moins pires !

C'est pourquoi il faut se demander comment on a pu en arriver là, à cet état de crise suraiguë et à bien des égards irrationnelle. Se poser la question conduit inévitablement à s'interroger sur le rôle qu'ont joué les agences de notation dans la démesure prise par la crise et à se demander quels intérêts elles ont objectivement servis, intentionnellement ou non, par des annonces négatives, faites sans précaution et inévitablement relayées et amplifiées par des médias à l'affût de toute mauvaise nouvelle. On aurait pu supposer que, devant ces risques de déstabilisation de la zone euro qui ne pouvaient être ignorés, une certaine prudence, de pure honnêteté intellectuelle, aurait joué, mais l'appât des énormes gains qui pouvaient découler de la spéculation semble avoir au contraire poussé à l'inverse. L'impunité n'est plus de mise devant de tels manquements professionnels.

De leur côté, les euroseptiques se réjouiront d'une situation qui confirme leurs réserves antérieures quant à la viabilité du projet européen, et les adversaires irréductibles d'une Union Européenne fédérale, c'est-à-dire destructrice des identités nationales, y verront la juste sanction d'une forfaiture dénoncée. Faut-il s'en réjouir ? C'est bien sûr affaire d'opinion, mais, au-delà des chimères idéologiques dont il ne faut pas cesser de dénoncer la dangerosité, on ne peut négliger les conséquences possibles d'un tel échec.

Même s'il n'y avait pas retour aux affrontements guerriers des siècles passés - les peuples européens sont assez sages pour ne plus en vouloir, le faire savoir et reconnaître par leurs dirigeants -, resterait sans doute inévitable l'émergence de tenaces rancunes s'opposant à toute tentative de gouvernance économique, surtout si celle-ci devait ôter aux dirigeants nationaux leurs prérogatives dans le domaine social. Ces rancunes se nourriraient inévitablement des difficultés socio-économiques engendrées par cette quasi faillite, après les faux espoirs qu'avaient fait naître les efforts de réconciliation de l'après-guerre. On voit bien aujourd'hui que ceux-ci relevaient davantage des bons sentiments que d'un réalisme géopolitique, l'Allemagne n'ayant jamais cessé de rechercher depuis sa défaite à rétablir une position dominante, ce à quoi elle a parfaitement réussi et ce qu'à toujours confirmé la nature de ses rapports privilégiés avec les États-Unis.

\*

**2. L'Otan se cherche toujours une raison d'exister ... mais sans en avoir les moyens !**

À six mois du sommet de Lisbonne qui doit adopter son plan d'action pour la prochaine décennie, l'Otan, confrontée en Afghanistan à une intervention beaucoup plus lourde et durable que prévu et apparemment sans résultat probant, se trouve, en cette période de restrictions budgétaires, avoir à choisir

entre poursuivre ce type d'intervention, jugé jusqu'à présent prioritaire, ou acquérir les équipements qui permettraient de faire face aux menaces nouvellement identifiées auxquelles seront vraisemblablement exposés dans l'avenir les pays de l'Alliance atlantique, en premier lieu les menaces balistiques et les cyberattaques, telle celle subie par l'Estonie en 2007. Il s'agit là de défis technologiques et financiers considérables.

De fait, aujourd'hui, sur son principal théâtre d'opération, l'Afghanistan, malgré des succès tactiques locaux et quelques ralliements superficiels, l'Otan n'a toujours pas réussi à faire la preuve de sa capacité à éliminer une organisation terroriste qui bénéficie d'une solide implantation dans le pays d'intervention. Et il est chaque jour plus évident que la situation qui prévaut actuellement et que caractérise une augmentation sensible du nombre et de l'intensité des actions menées par les insurgés annonce un échec final qui sera présenté par ces derniers comme une victoire éclatante d'Allah sur les infidèles et autres croisés occidentaux... L'effet est assuré dans les pays d'Islam !

On peut dès lors se demander si l'Otan, dont la dépendance à l'égard des États-Unis n'est que trop évidente, est bien l'outil adéquat pour intervenir dans une telle situation, laquelle, pour autant qu'elle menace effectivement la sécurité internationale, devrait logiquement relever d'une intervention des Nations Unies, malheureusement dépourvues dès l'origine des moyens nécessaires. L'établir dans ceux-ci aurait dû être et devrait toujours être une constante de la politique extérieure de la France, surtout tant que les États-Unis s'y opposeront au motif bien impérialiste que, comme pour la défense de l'Europe, l'Otan, sous leur leadership, est l'outil militaire qui rend inutile l'existence de tout autre système de défense.

Sans pour autant remettre en cause ce leadership américain, il semble cependant que le président Obama, placé lui aussi devant la nécessité d'assainir les finances publiques de son pays, évolue aujourd'hui vers un plus grand partage des responsabilités dans la gestion du nouvel ordre mondial qui voit se déplacer en Orient et Extrême Orient le centre de gravité de la planète. Organisation en fait régionale, l'Otan ne peut prétendre s'élargir au Pacifique : l'abandon de la candidature de l'Australie en est révélatrice. Logiquement, l'organisation devrait donc voir son champ d'intervention se réduire à celui de sa création, c'est-à-dire à l'ensemble des pays bordant l'Atlantique Nord, élargi à l'Europe centrale, voire à la Méditerranée. Telle est du moins l'idée que peuvent s'en faire les autres grandes puissances existantes ou émergentes de par le monde, ce qui enlève à leurs yeux toute légitimité à l'Otan pour intervenir, surtout par la force, hors de cet espace d'origine. À l'évidence, désormais, l'Occident, États-Unis y compris, ne peut plus prétendre à une telle « suzeraineté », et il doit adapter sa défense aux nouveaux rapports de forces qui se font jour et qui ne lui sont plus nécessairement favorables.

*A contrario*, il reste que la mondialisation des menaces ne nécessite plus, à l'heure des munitions intercontinentales, l'implantation à terre des systèmes de défense. D'une précision chaque jour renforcée, leurs effets modulés en fonction des cibles visées, ces munitions peuvent toutes être délivrées à partir des mers, de l'air ou bientôt de l'espace, et la quasi-totalité des plates-formes adaptées existe déjà. C'est là l'avantage principal qui reste aux puissances occidentales. Quant au terrorisme, sa neutralisation passe davantage par des infiltrations policières et des actions ciblées des forces spéciales que par des projections de troupes terrestres dont le succès s'est pratiquement toujours révélé incomplet. Ce n'est donc pas sur celles-ci qu'il faut compter, comme encore aujourd'hui, pour assurer la sécurité des pays de l'Otan, ce qui devrait inciter leurs dirigeants à limiter l'importance des réarmements conventionnels qu'ils avaient

*Suite page 4*

**LE FACTEUR HUMAIN...(SUITE)**

l'est devenu à son tour. Ouvert sur le monde, prêt au dialogue, il acceptait volontiers le débat lorsque nous nous retrouvâmes à Paris au moment des accords d'Oslo. Il vint même à la Fête de l'Humanité et les auditeurs de nos dîners-débats à l'Académie du Gaullisme l'entendirent avec beaucoup d'intérêt.

Le voici aujourd'hui porte-parole au service de ministres successifs. Mais le dernier en date s'appelle Avigdor Lieberman. L'homme qui parlait de faire bombarder le barrage d'Assouan, l'homme qui rêve d'expulser tous les Palestiniens vivant en Israël.

C'est avec un sentiment de déréliction que l'on voit les hommes entraînés par les événements, le cours d'une carrière déjà accomplie, hésitant à briser le carcan des vérités imposées au risque de se voir rejeter et marginaliser.

En ce mois anniversaire de l'Appel du 18 Juin doit-on rappeler combien il est difficile d'aller jusqu'au bout de sa conviction,

d'être Jean Moulin au lieu de choisir Vichy. On n'aime pas accabler ses amis. *Non judicare* dit l'Évangile. Seule m'anime une interrogation et l'espoir d'une réponse vraie, non politique.

**Tragique du quotidien**

C'est à **Elias Sanbar**, ambassadeur de la Palestine à l'UNESCO que j'emprunterai l'épilogue de cet éditorial. Elias Sanbar que j'avais également convié à nos dîners-débats. « *Il ne faut pas parler de la folie d'Israël mais de son ivresse due à l'impunité.* » Ce qui tue la Palestine c'est le silence.

Comment peut-on faire entrer Israël dans l'OCDE après Gaza et avant sa piraterie en haute mer digne des écumeurs somaliens ?

Ce que revendique Élias Sanbar pour son peuple c'est le droit de vivre « *dans la normalité et la banalité du quotidien* ». Depuis 1948 pour les Palestiniens le quotidien c'est le Tragique. ■

**AU FIL DES JOURS...(SUITE)**

envisagés en vue de projections de forces et que des restrictions budgétaires incontournables remettront de toute façon largement en cause. Si l'Otan doit subsister, raisonnablement, ce ne devrait être que pour rechercher et mettre en œuvre collectivement les parades à trouver aux nouvelles menaces identifiées et pour partager entre pays composant l'organisation la charge globale des systèmes de défense correspondants.

\*

Un tel choix ne pourrait par ailleurs que remettre en cause fort opportunément l'importance démesurée prise par les structures de commandement de l'Otan qui se sont greffées sur l'outil militaire proprement dit, tel qu'il est conçu et employé actuellement. Hors opérations, ce ne sont pas moins de 20.000 militaires et civils qui sont employés dans ces (super) structures. Comme dans toute organisation internationale de ce type, chaque pays veut y être représenté au niveau qu'il estime être le sien, d'où d'inévitables sureffectifs et doublons pour ménager les susceptibilités. L'inflation bureaucratique qui en résulte se traduit par la multiplication de sous-comités et groupes de travail (380 !) jugés « indispensables » au bon fonctionnement des trente-neuf grands comités qui forment l'ossature de l'organisation (Conseil de l'Atlantique-Nord, Comité des plans de défense, etc.). Le personnel du commandement intégré emploie à lui seul 13.000 militaires, effectif dont la France, arguant de la nécessité de faire des économies, demande une réduction d'un tiers au moment où elle veut y faire affecter un millier de ses propres officiers et sous-officiers. Singulière contradiction qui souligne le caractère

quelque peu farfelu des retombées à attendre du retour de notre pays dans le commandement intégré de l'Otan, d'autant qu'aucun de ses partenaires ne sera prêt à renoncer à son profit à quelques uns des postes qui lui resteraient affectés.

Une moitié des pays de l'Otan – tous européens – consacrent aux équipements la norme usuelle de 20 % de leurs crédits militaires. Cela traduit aux yeux de Washington un singulier manque d'intérêt de ces pays pour les questions de défense, d'où « des inquiétudes sur les capacités que les Européens sont en mesure de déployer ».

\*

« *Je n'abandonnerai pas l'arme nucléaire, garante de la sécurité de mon pays, de façon unilatérale, dans un monde aussi dangereux qu'il l'est aujourd'hui* » : Nicolas Sarkozy le 12 avril à la télévision américaine.

M. Obama est un idéologue ... pacifiste pour les autres !

\*

Les caillassages du Tremblay ne sont pas des faits divers. Ils s'inscrivent dans une stratégie – sans doute encore à ses débuts de mise en œuvre – de désorganisation des transports publics à des fins de destruction du tissu économique. Crime organisé et terrorisme d'essence communautaire et religieuse peuvent avoir partie liée. ■

Académie du Gaullisme  
22, rue Brézin, 75014 Paris  
acadgaul1@free.fr

**BULLETIN D'ADHÉSION 2010 ET D'ABONNEMENT À "18 JUIN"**

à retourner à Académie du Gaullisme, B.P. 48 - 94702 Maisons-Alfort

Nom et Prénom \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_

Code postal \_\_\_\_\_ Ville \_\_\_\_\_

Tél. \_\_\_\_\_ Courriel \_\_\_\_\_ Date de naissance \_\_\_\_\_

Cotisation  + de 25 ans : 35 € •  - de 25 ans : 16 € •  Couple : 39 € •  Membre bienfaiteur : à partir de 75 €

Établir votre chèque à l'ordre de l'Académie du Gaullisme

# DEVELOPPEMENT DURABLE : RATTRAPER LE TEMPS PERDU

par Paul KLOBOUKOFF

ENSEMENCÉ en 1970 par les experts du club de Rome dans leur retentissant rapport *Halte à la croissance*, après une longue gestation, le concept de « développement durable » (DD) est né en 1987 dans le rapport de l'ONU intitulé *Notre avenir à tous*. Ce rapport a défini le DD comme « *Un développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures à répondre aux leurs* ». Cette proposition générale, toujours d'usage, voulait concilier la croissance économique, la cohésion sociale et la préservation des ressources naturelles. Depuis la fin des années 1990, et plus encore en ce début de siècle, avec la sensibilisation intense sur les risques climatiques, sur la pollution et sur le gaspillage des ressources naturelles, le DD est ressorti au grand jour. Il est devenu une préoccupation majeure incontournable, au sens et au contenu imprécis, au point qu'on ne peut plus dire « développement » sans ajouter « durable », et qu'un profond fossé sépare la croissance, avec tous ses méfaits, et le DD, encore virtuel et à l'état de projet, paré de toutes les vertus... ou promesses futures.

La ruée actuelle sur le DD, la conviction (réelle ou feinte) exprimée, la relative frénésie qui agite nombre d'acteurs, de gouvernements et d'organisations internationales montrent qu'un mot d'ordre prévaut aujourd'hui : « *Sauver la planète !* » ou, plus modestement, « *Arrêter le carnage et rattraper le temps perdu !* »... si possible. Les plans ou les stratégies de DD prolifèrent, avec leurs inséparables batteries d'indicateurs. La France n'est pas en reste ; elle serait même aux avants postes. Et l'Union européenne a capté le mouvement et se l'est approprié, le plaçant au cœur de la stratégie de Lisbonne et allant jusqu'à vouloir en faire la figure imposée de toutes ses politiques.

Pour l'UE, et pour la France qui en fait partie, la stratégie de développement durable vise à relever sept grands défis, assortis de onze « indicateurs phares » :

- le développement économique (indicateur 1 : taux de croissance du PIB par habitant) ;
- le changement climatique et l'énergie propre (indicateur 2 : émissions totales de gaz à effet de serre ; indicateur 3 : part des énergies renouvelables dans la consommation totale d'énergie primaire) ;
- le transport durable (indicateur 4 : consommation d'énergie totale dans les transports) ;
- la production et la consommation durables (indicateur 5 : productivité des ressources) ;

- la conservation et la gestion des ressources naturelles (indicateur 6 : indice d'abondance des oiseaux communs ; indicateur 7 : prises de poissons au-dessus des seuils de précaution, UE 25) ;
- la santé publique (indicateur 8 : espérance de vie en bonne santé) ;
- l'inclusion sociale, les questions démographiques et migratoires (indicateur 9 : taux de pauvreté monétaire dans les pays européens ; indicateur 10 : taux d'emploi des travailleurs âgés de 55 à 64 ans) ;
- la pauvreté dans le monde et les défis internationaux (indicateur 11 : aide publique au développement).

À côté du seul indicateur global, relatif à la croissance, les phares concentrent leurs faisceaux surtout sur l'environnement et l'écologie, tendant à leur subordonner en majeure partie le développement durable. Ce choix réducteur est discutable. Le développement social a droit à la portion congrue. Il n'y a pas d'indicateur sur l'éducation, sur la recherche, si importante pour l'avenir, et sur la compétitivité, si chère à l'UE mondialiste.

Quelles sont la finalité et la représentativité de ces indicateurs sélectionnés par des technocrates de toutes disciplines ? Ce sont des indicateurs d'alerte, dira-t-on. Les uns quantifient des facteurs nuisibles au DD (émissions de gaz à effet de serre, consommation d'énergie dans les transports, prises de poissons excessives) qui sont déjà dans le collimateur de l'Union. D'autres correspondent également à des objectifs que l'UE a fixés, mais leur relation avec le DD n'est pas évidente. Il en va ainsi du travail de 55 à 64 ans, qui rencontre une certaine hostilité en France et dans d'autres pays. Par ailleurs, la productivité des ressources (PDR) dont il est ici question est le rapport entre le PIB d'un pays et sa consommation de matières premières ; il dépend essentiellement des places respectives qu'occupent dans l'économie l'agriculture et l'industrie, d'un côté, consommatrices et transformatrices de matières premières, et le secteur tertiaire, qui l'est bien moins, de l'autre côté. Ainsi (INSEE), le PDR de la France (1,84 en 2005) est supérieur à celui de l'Allemagne (1,64). La France sous Sarkozy est-elle pour autant plus compétitive et dynamique que notre voisine sous Angela Merkel ? Notre désindustrialisation est-elle réellement porteuse ? Le Royaume-Uni, avec sa financiarisation avancée est loin devant (2,58 en 2005). Où est le développement durable ici ? D'autres indicateurs sont plutôt des illustrations

## DEVELOPPEMENT DURABLE : RATTRAPER LE TEMPS PERDU... (SUITE)

chiffrées de résultats d'ensembles plus ou moins vastes et complexes d'événements, d'actions, de réactions... qu'il est difficile de relier précisément à des éléments particuliers déterminants du DD. Il en est ainsi du taux de pauvreté monétaire, qui dépend de l'activité économique, de l'éducation, du chômage... et des politiques de redistribution. C'est aussi le cas de l'espérance de vie en bonne santé, qui peut être influencée par l'hérédité, par l'éducation, par les conditions de travail et de vie... ainsi que par la prévention et les soins médicaux.

Un citoyen aguiché par les termes « stratégie » et « phares » pourrait être déçu par une représentation tellement spartiate d'aussi vastes problèmes. Qu'il se rassure. L'UE et la France (d'autres pays aussi, sans doute) fourbissent chacune d'imposantes batteries d'indicateurs, démultipliés par des sous indicateurs. Le *Rapport 2009 de suivi de la stratégie de développement durable* de l'UE révèle une grande pyramide d'indicateurs, avec à son sommet les onze phares (en fait, un douzième a été ajouté : la bonne gouvernance) associés à autant de défis clés, avec, en dessous, à un niveau intermédiaire, 40 sous thèmes et, au troisième niveau, le plus bas, 68 indicateurs élémentaires. Pharaonique !

De son côté, la France ne pouvait pas faire moins. Le ministère de l'Écologie, de l'Énergie, du Développement durable et de la Mer (MEEDM) a peaufiné « une proposition de nouveaux indicateurs formant la base du système de mesure et de suivi du développement durable ». Cette base comporte 15 indicateurs phares + 4 indicateurs de contexte + 27 indicateurs complémentaires. Nombre d'entre eux ont plusieurs composantes, des sous indicateurs ou indicateurs élémentaires. Ainsi, l'indicateur complémentaire « émissions de gaz à effet de serre par secteur » compte 6 sous indicateurs, correspondant à autant d'activités : les transports, l'industrie, l'agriculture, le tertiaire (y compris le résidentiel), l'énergie et le traitement des déchets. De la sorte, sont sélectionnés 97 indicateurs élémentaires, au total. Un annuaire ! C'est largement suffisant pour noyer le poisson et les courageux lecteurs des rapports de suivi. En conséquence, les politiciens, les médias et les commentateurs habituels pourront choisir à leur guise et présenter au public, avec moult analyses et recommandations, une poignée d'indicateurs à leur convenance.

La proposition du MEEDM écarte des indicateurs phares convenus avec l'UE le « taux de croissance du PIB par habitant », pour le renvoyer dans les indicateurs de contexte. Il s'y retrouve aux côtés des taux de chômage et de sous-

emploi, de deux indicateurs d'inégalités (extrêmes) des revenus, ainsi que d'un indice conjoncturel de fécondité. On soupçonne que ce choix très sélectif correspond à des soucis majeurs, la croissance, l'emploi, la réduction des inégalités et la procréation. C'est un assez curieux attelage pour décrire le « contexte », tout de même !

Des phares ont aussi été exclues « les prises de poissons hors quotas ». En sens opposé, les 11 phares précédents se voient adjoindre deux indicateurs écologiques, « l'empreinte carbone de la demande finale intérieure » et « l'artificialisation des sols ». Au titre des déficiences de la formation entrent dans les phares : « la part des jeunes hors emploi et hors formation parmi les 16-25 ans » et « la formation et les sorties précoces ». « La part de recherche et développement dans le PIB » fait aussi son apparition. Enfin, pour aller dans le sens du vent, « la participation des femmes à la gouvernance... » clôt la liste. Quatre sous indicateurs pointant les proportions féminines de sénateurs, de députés, d'emplois de direction dans la Fonction publique et de cadres du privé marquent le désir de faire monter les taux de parité hommes – femmes aux sommets. La France a pris du retard sur les pays les plus avancés, peut-on lire, « alors que la parité participe au développement durable et peut être un vecteur de meilleure gouvernance ». C'est sans doute pourquoi l'UE ne l'a pas retenue. Pour celle-ci, la bonne gouvernance, c'est la confiance des citoyens dans les institutions de l'Union, la transposition de la législation communautaire, l'ouverture des gouvernements (disponibilité et pratiques), ainsi que les taxes environnementales. Qui s'en étonnera ?

Parmi les 27 complémentaires français figurent : des ventilations par secteurs des émissions de gaz à effet de serre et de la consommation d'énergie, des répartitions par modes de transports de voyageurs et de marchandises, des productions de déchets par émetteurs, la qualité physico-chimique des eaux superficielles, la consommation de produits phytosanitaires, la part de la surface consacrée à l'agriculture biologique et l'emploi dans les éco-activités. Les autres indicateurs complémentaires sont relativement dispersés entre la pauvreté, l'endettement, la formation, les accidents du travail, les maladies professionnelles, les suicides, la vie associative...

À la différence de la France, l'UE a érigé la croissance et la prospérité économique en objectif clé, assorti de trois sous thèmes (l'investissement, la productivité du travail et l'emploi) et de sept indicateurs élémentaires (comprenant l'épargne des ménages, les dépenses de recherche et développement, l'emploi féminin et le chômage). À côté

**DEVELOPPEMENT DURABLE : RATTRAPER LE TEMPS PERDU... (SUITE)**

de cela, on observe un grand nombre de différences entre les indicateurs élémentaires des deux camps, présents d'un côté, absents de l'autre, ou ne décrivant pas la même chose. Dans la santé, par exemple, l'UE a retenu deux indicateurs sur l'exposition à la pollution (ozone et particules) et un sur les nuisances sonores, sans équivalents dans la proposition française. Dans les changements démographiques, l'UE a retenu les migrations, la France non. Par contre la France a sélectionné plus d'une douzaine d'indicateurs sur les productions de déchets, radioactifs ou pas. La revue détaillée montre qu'il y a encore un long chemin à parcourir pour parvenir à des propositions « harmonisées ». Avec l'observation de manques importants, elle conduit aussi à penser que des dizaines d'autres indicateurs pourraient encore être ajoutés aux répertoires ci-dessus.

Dans ces derniers, se côtoient des indicateurs d'importance inégale et de natures diverses à l'aide desquels il est malaisé d'avoir une vue d'ensemble. A quoi vont-ils servir ? Pour le moment, je vois surtout leur usage venir renforcer des objectifs déjà retenus par et dans l'UE ainsi qu'une avalanche de réglementations, de taxations et de contraintes supplémentaires, plus ou moins bien fondées, venir s'abattre sur nous. Ce qui frappe également, c'est que le développement durable n'étant « défini » à priori qu'en termes très généraux (et vagues, disons le), on confie la responsabilité de lui donner une signification concrète à des fabricants d'indicateurs statistiques. Ce n'est pas sans rappeler l'abandon récent aux statisticiens (et aux médias qui les ont suivis) du soin de définir la pauvreté monétaire, subrepticement. Nous sommes sur la même voie de la dégonfle politique et de la technocratie. Car, ne nous faisons pas d'illusions, derrière les priorités et les indicateurs du DD, est esquissée une société cible future. Pourquoi ne dévoile-t-on pas les intentions et le projet sous-jacent au public, aux citoyens, et n'engage-t-on pas des débats sérieux et ouverts en France et dans l'UE sur ce sujet crucial ? Ne seraient-ils pas bienvenus pour animer utilement la campagne des élections présidentielles de 2012 ?

Malgré le grand nombre d'indicateurs, l'image esquissée ne couvre pas des pans de notre société et du monde importants pour le développement durable. Dans les domaines approchés, des compléments ne seraient pas inutiles aussi. Pour caractériser la démographie, par exemple, on pourrait ajouter le nombre d'IVG (ou le rapport entre ce nombre et celui des naissances vivantes). En matière de Santé, pourraient également être comptées les victimes du SIDA, de la maladie d'Alzheimer, la surconsommation de médicaments (remboursables ou non), des données sur

la sous-alimentation, la malnutrition, comme l'obésité puisque « l'OMS prévoit que d'ici à 2015 2,3 milliards d'adultes seront en surpoids et plus de 700.000 seront même obèses » (cf. *Le Parisien économie* du 26 avril). Sans omettre les consommations d'alcool, de tabac et de drogues, dures et douces, des fléaux éminemment nuisibles au DD.

Concernant les transports, pollueurs enfin mis à l'index, rappelons d'abord que ce sont les dirigeants de l'UE et les nôtres qui ont fait de l'extension des autoroutes et des autres infrastructures intracommunautaires, ainsi que de l'encouragement des transports à longue distance, des fers de lances de la « construction européenne », du grand marché et de l'ouverture à la mondialisation des échanges, associée à des mouvements de plus en plus spéculatifs de capitaux. Avec pour but ultime, l'intensification de la concurrence et la baisse des prix... et pour conséquence, le recul de nos économies dans le monde. Un aveuglement qui a affaibli les balances des paiements et fait exploser l'endettement de nombreux membres de l'UE, déjà fragiles, comme la Grèce et le Portugal, ou plus résistants pour le moment. Au point de menacer la survie de l'euro. L'UE doit changer radicalement de stratégie dans la promotion des transports et aider au développement d'activités locales, de PME, produisant pour la consommation intérieure (sans exclure l'exportation), sans délocaliser à tout bout de champ, afin que notre croissance, pour être durable, soit plus autocentrée, moins dépendante de l'extérieur, et de l'Asie, en particulier. Aller chercher des poires en Argentine ou en Afrique du Sud et des pommes au Canada est également écologiquement irresponsable.

En outre, tant que nous serons enfermés et secoués dans ce système économique financier soumis à des mouvements browniens et risquant à tout moment d'exploser, il est vain et stérile de parler de développement durable. Pour alerter sur l'évolution inquiétante pour le DD du système économique et financier international, devraient venir s'ajouter à ceux de la croissance et de l'endettement des États, des indicateurs portant sur l'inflation, sur les désordres immobiliers et boursiers, sur les déficits des balances des paiements, sur les fluctuations erratiques des taux d'intérêts, des taux de change des monnaies. La surveillance, les explications, l'anticipation, la prévention, les réponses aux crises et, plus encore, la recherche d'une nouvelle organisation internationale, ne doivent plus relever des seuls experts (agences de notation, entre autres) et gouvernants habituels, trop souvent impliqués dans les opérations et les échecs passés. Il faut ouvrir et démocratiser la gouvernance en s'appuyant sur un ou

**DEVELOPPEMENT DURABLE : RATTRAPER LE TEMPS PERDU... (SUITE)**

plusieurs organismes compétents, réellement indépendants, qui ne chercheront pas systématiquement à endormir et à leurrer les populations. Un puissant fond d'intervention devrait être chargé de contrer sévèrement sur les marchés les spéculations visant à déstabiliser et à faire plonger des États et des monnaies pour en tirer profit. Le FMI pourrait-il jouer un tel rôle ?

Peut-on imaginer un DD qui ne se soucie pas des catastrophes naturelles et de celles provoquées par l'homme, de leur prévention, de la limitation de leurs impacts et de la prompt réparation de leurs dégâts ? Sans empreintes des violents orages, des tempêtes, des tsunamis, des incendies et des destructions forestières, des grandes crues, des inondations, des éruptions volcaniques, des tremblements de terre, des sécheresses, des marées noires, des pollutions des mers, des océans, des rivages, etc. Ces phénomènes sont dévastateurs ou menaçants dans nombre de régions et de pays, autant, sinon plus que le réchauffement attendu et craint de la planète.

Peut-on concevoir un DD qui ne se préoccupe pas de l'hyper urbanisation, concentrationnaire, que nos dirigeants adeptes du gigantisme veulent aggraver, aux banlieues des villes chargées de mal vivre et d'insécurité, de poudrières, destructrice du milieu naturel, polluante à maints égards, bien qu'on nous répète presque chaque jour que l'air est de bonne qualité au dessus de Paris et que le bruit n'a rien d'insupportable.

Les guerres, les conflits intérieurs, pouvant aller jusqu'aux génocides, le terrorisme international, l'accumulation et la prolifération des armes de destruction massive (arsenaux nucléaires, armes chimiques, biologiques et classiques) sont autant d'obstacles et de menaces graves au développement durable. Des indicateurs, tels les populations concernées, les victimes et les dégâts, pourraient être choisis et suivis. La façon dont les équilibres, ou les déséquilibres, entre les forces et les ambitions des grandes puissances s'établissent et évoluent dans un monde multipolaire instable n'est pas neutre ; elle autorise, interdit ou conditionne le DD.

Chez nous, comme dans tous les pays, pas de développement durable, sans paix sociale et sans sécurité. Les données sur la criminalité ne manquent pas pour décrire et suivre les délits constatés et ceux élucidés (victimes et dégâts), les agressions contre des personnes, contre des services publics (commissariats, bus, tramways, pompiers...), les trafics de drogues, les atteintes aux biens (vols, incendies de voitures et autres destructions...), les attentats séparatistes, l'emprise des sectes, etc. Le DD doit nous interdire de

léguer à nos descendants une société de la violence, du non droit, de la peur et de menaces de guerre civile.

Les conditions d'un développement durable dépassent ainsi largement les prescriptions écologiques et environnementales. Il est important d'en prendre conscience et ne pas polariser trop exclusivement les attentions des populations sur ces dernières, ainsi que sur des défis, des sous thèmes et des indicateurs qui ne correspondraient pas à des problèmes majeurs, à des menaces ou à des atteintes graves au DD, d'une part, et qui seraient destinés à appuyer des choix déjà faits, préconçus, ou encore dictés par la mode et la pensée unique, vertes ici, d'autre part.

L'étendue du champ du DD, la multiplicité, la diversité, l'hétérogénéité des éléments à prendre en compte rendent difficile le choix d'une poignée de facteurs qui seraient les plus significatifs et d'indicateurs synthétiques qui permettraient une présentation résumée de la situation et de son évolution. Le défrichage du DD devra donc sans doute se poursuivre de façon analytique dans chacun des grands domaines inventoriés. Ce qui ne facilitera pas les interprétations et la définition d'axes d'action d'assez large portée, sans même parler de grandes orientations.

Que ce soit à l'échelle de la France ou à celle de l'UE, nous devons laisser « aux générations futures » un héritage démocratique et un cadre institutionnel, législatif et juridique qui ne les étouffe pas, qui ne les affaiblit pas, qui abrite les valeurs que nous souhaitons transmettre. La mère de toutes les valeurs est la liberté, la conservation de son libre arbitre, la possibilité de penser, de s'exprimer, d'agir sans contraintes indues... selon nos personnalités, nos différences, et non comme des clones soumis, abêtis. Notre bouquet législatif et juridique est surdimensionné, trop complexe, inopportunément répressif sur certains points, trop laxiste ou permissif sur d'autres. Il manque d'efficacité. En partie parce qu'il n'est pas appliqué ou est contourné. Un sérieux ménage s'impose et, pour le suivi, deux indicateurs seraient bienvenus : le nombre de lois, de décrets, d'arrêtés, d'autres décisions, d'abord, et le nombre d'organismes de contrôle et de régulation, ensuite. Enfin, pour alerter sur l'état des liens, des ciments censés unir notre société, qui montrent notre attachement à notre citoyenneté, je préconiserais de scruter avec lucidité les taux d'abstention aux élections présidentielles, législatives, régionales, municipales... et européennes. Les derniers résultats indiquent nettement l'absence d'adhésion à notre système. Nous devons espérer que la recherche du développement durable conduira à emprunter de nouvelles voies, plus participatives et plus prometteuses. ■

# L'EUROPE ENTRE LA LIBERTÉ DES NATIONS ET LE STALINO-LIBRECHANGISME

*ou la signification de M. Van Rompuy*

*par Christian DARLOT*

**N**ON, ce n'est pas une boutade ! Malgré son allure de Pinocchio effaré, M. Van Rompuy (Herman) est loin d'être le personnage insignifiant qu'ont mélancoliquement décrit des européistes déçus. Il signifie un projet politique tout à fait clair, et a été choisi à dessein ; pas par les citoyens des différents peuples de la très diverse Europe, évidemment, mais par une oligarchie mondiale qui n'est pas le cercle des présidents et des premiers ministres des pays de l'Union Européenne. Désormais simples exécutants politiques, ceux-ci n'ont fait que ratifier la décision d'affairistes qui ne se cachent même plus.

Avant de se présenter devant ceux qui devaient le nommer, M. Van Rompuy a comparu, le 12 novembre 2009, au château de Val-Duchesse, à Bruxelles, devant le jury d'un club mondial rassemblant banquiers, marchands d'armes, magnats du pétrole et dirigeants de multinationales avec leurs journalistes apprivoisés. Il est allé passer un examen. Le projet d'impôt européen à prétexte écologique qu'il y a fait connaître est tout ce que les citoyens ont été autorisés à savoir. Son parcours politicien ayant été jugé conforme au profil souhaité, il a été adoué comme gouverneur général de l'Union Européenne. Quant à Mme Ashton, choisie en même temps, elle déborde de précieuses qualités : parvenue typique de la *nomenklature*, inféodée à la finance, absolument inconnue, tout à fait novice en diplomatie et incapable d'annoncer une phrase en une autre langue que l'anglais.

Le premier but de ce double choix est de signifier une fois pour toutes aux citoyens des pays d'Europe que l'ère démocratique est close, et que dorénavant c'est le conseil des banquiers qui décide. Désormais les choix seront faits par des experts, afin de maximiser les rendements financiers. Mettez vous bien ça dans la tête ! Peut-être pourtant quelques politiciens espéraient-ils qu'en acceptant des marionnettes aussi falotes ils retarderaient la mainmise totale des groupes bancaires, et pourraient exercer encore quelque pouvoir pendant quelques années. En ce cas ils se seraient illusionnés, car, derrière ce duo grotesque, la destruction de la démocratie va bon train, et eux-mêmes sont déjà surveillés.

La deuxième signification est que l'Union Européenne est une succursale de l'empire anglo-saxon, dont les dirigeants dictent la politique étrangère qu'ils font appliquer par l'OTAN, bras armé de l'oligarchie. Mme Ashton joue à merveille de sa balourdise feinte pour ridiculiser l'Union Européenne, tout en élargissant son propre champ d'action et en étoffant ses services (ne parlons pas de ses revenus). Elle joue son rôle, conformément aux instructions de ses commanditaires. Pour les financiers, la diversité des pays du continent européen est

contraire à la nécessaire soumission des consommateurs et défavorable à l'intimidation militaire exercée contre les « pays émergents », vitale pour maintenir une hégémonie mondiale chancelante. L'activité intellectuelle, politique et scientifique dans les pays d'Europe doit être strictement encadrée et normalisée par l'usage exclusif de la langue anglaise, tandis que l'innovation doit être concentrée dans les pays dominant l'empire (comme le montre l'institution récente d'agences de contrainte et de surveillance des chercheurs).

Les diplomaties nationales sont donc vouées à disparaître, en même temps que la liberté politique et culturelle des nations.

Mais pourquoi être allé chercher le Premier ministre de Belgique, un pays qui apparemment n'avait pas besoin d'une crise politique supplémentaire ?

Précisément afin de provoquer une nouvelle crise et de scinder la Belgique, comme l'a récemment exigé un euro-député anglais qui, en bon Anglais, se mêle de ce qui ne le regarde pas et parle dans l'intérêt des classes dominantes. Mais quel est cet intérêt ? La Belgique n'est-elle pas une création de l'Angleterre ?

La Belgique moderne fut en effet créée en 1830 par l'Angleterre, afin que la France ne contrôlât pas le port d'Anvers et que la frontière du Nord de la France fût vulnérable militairement. Mais les diplomates anglais n'avaient pas prévu une guerre contre l'Allemagne unifiée, de sorte qu'au XX<sup>e</sup> siècle l'Angleterre, alliée à la France, dut sacrifier des milliers d'hommes pour défendre cette frontière indéfendable. La France en perdit cependant bien plus encore ! La Belgique a ainsi très bien servi à affaiblir la France, mais est devenue maintenant inutile. L'intérêt de l'oligarchie serait au contraire à présent de la détruire. Bien entendu, le sort de la Belgique n'intéresse en rien les oligarques, mais renforcer l'Union Européenne leur importe au plus haut point, puisque celle-ci est la structure de vassalisation des pays d'Europe à la phynance. Accroître les pouvoirs de l'Union Européenne permettrait de réduire la démocratie à un pur jeu d'apparences, et de renforcer durablement le régime autoritaire qui s'installe peu à peu depuis une trentaine d'années. Mais il manque à l'Union Européenne la souveraineté qui lui permettrait de dominer les États. C'est à combler ce manque que détruire la Belgique serait utile.

Le traité de Lisbonne a en effet doté l'Union Européenne de la personnalité juridique et d'une représentation diplomatique. Pour devenir un État internationalement reconnu, il ne lui faudrait plus qu'un territoire propre, fût-il minuscule comme

## L'EUROPE ENTRE LA LIBERTÉ DES NATIONS ET LE STALINO-LIBRECHANGISME...(SUITE)

ceux de Monaco ou du Vatican. Un quartier de Bruxelles ferait fort bien l'affaire. Dès que cette reconnaissance serait obtenue, la subordination juridique des États, dès longtemps entreprise, serait parachevée. L'attaque des spéculateurs contre la Grèce est déjà utilisée pour préparer la mise sous tutelle des États.

Encore faut-il, pour obtenir la souveraineté sur une partie de Bruxelles, faire éclater la Belgique, et il faut le faire sans tarder, avant que les peuples d'Europe ne rejettent l'Union Européenne qui les ruine en imposant le libre-échange absolu, y compris envers les pays tiers. L'éclatement prochain de la zone euro rend la nécessité encore plus pressante. Cependant d'autres raisons motivent aussi les oligarques à agir. Les extrémistes flamands sont évidemment d'utiles auxiliaires, mais la crise économique pourrait faire passer le nationalisme au second plan des soucis du peuple flamand. Mieux vaudrait donc les utiliser au plus tôt, et si possible tant que sévit l'actuel gouvernement français, tout entier composé de valets de la finance internationale, dociles à nuire de leur mieux aux intérêts de la France et de la Francophonie. Surtout, un fait interne à la Belgique, inconnu de la plupart des Français, oblige à une manœuvre rapide et délicate.

Depuis 1962 la Belgique est soumise à des « lois linguistiques », imposées par la majorité flamande du pays. Une « frontière linguistique », interne, divise le pays entre Flandre, Wallonie et Bruxelles. Cette « frontière » fut fixée sans consulter la population, sur la base d'un recensement de 1947 déjà périmé à l'époque, afin que Bruxelles fût enclavée en Flandre. Elle ne coïncide pas partout avec les limites administratives, ni avec l'actuelle limite entre les langues, car l'extension de l'agglomération bruxelloise depuis soixante-trois ans a étendu l'aire où l'usage du français est le plus courant. De ce fait, des communes dont la grande majorité des habitants parlent français sont administrativement rattachées à la Flandre (et de même les communes des Fourons, loin de Bruxelles). Ces habitants sont parfois contraints à l'usage du néerlandais contre leur gré, au mépris de maints accords dûment signés et ratifiés, ce qui suscite d'in vraisemblables bisbilles, mesquines à souhait, qui font toute la saveur de la politique belge. L'agglomération bruxelloise et la Wallonie sont pourtant désormais contiguës, mais le dessein opiniâtre des Flamingsants d'annexer Bruxelles à la Flandre empêche de reconnaître cette réalité.

Quoique futiles, ces bizarreries ne sont pas d'anodines coutumes locales, mais forment un important atout pour les partisans d'une Union Européenne supranationale. En effet, lors de la division de la Yougoslavie, la carence politique, la paresse d'esprit, le manque de clairvoyance, la crainte inspirée par le seul nom de Sarajevo et surtout la volonté de cacher le conflit politique opposant la France, qui voulait maintenir la Fédération yougoslave, et l'Allemagne, qui voulait la détruire au plus tôt, firent prévaloir une cote mal taillée : reconnaître les limites des républiques fédérées comme frontières internationales, sans consulter les populations ni considérer la répartition des diverses communautés humaines assemblées

ou divisées par ces frontières. On sait quels désastres ce compromis entraîna et dans quelle confusion durable il a fait plonger les Balkans. Les vices juridiques évidents étaient de confondre l'administratif et le politique, de faire prévaloir le droit du sol sur le droit des gens, et de préférer l'arbitraire bureaucratique à la vérité des préférences nationales. Comme pour incruster le mal, les gouvernants d'Europe ont entériné cette décision casuelle comme un principe. Ce précédent yougoslave serait donc invoqué en cas d'éclatement de la Belgique (et l'on serait plus réaliste en écrivant « lorsque la Belgique éclatera »).

Or plusieurs traditions politiques s'opposent en Europe. Pour établir la nationalité des personnes, la tradition française considère d'abord le droit du sol et secondairement la filiation, et elle s'en tient depuis un siècle et demi au droit des gens pour fixer les frontières. Jusqu'aux années récentes, la tradition germanique accordait l'exclusivité au droit du sang pour la nationalité, et elle a longtemps tenté d'imposer le tracé des frontières en invoquant le droit du sol ou le droit de conquête. La tradition anglo-saxonne accorde la primauté au droit du sol pour la nationalité, et laisse le droit du plus fort décider des frontières : la Grande-Bretagne est une île. Ces trois traditions sont incompatibles.

Selon la jurisprudence tirée de l'écartèlement de la Yougoslavie, les communes situées en Flandre sont flamandes, même celles dont la grande majorité des habitants sont Bruxellois et francophones, et Bruxelles est bel et bien enclavée en Flandre. En outre le parlement et le gouvernement flamands (car il y a sept parlements et trois gouvernements en Belgique, outre les assemblées provinciales !) ont, depuis des années, décrété que la capitale de la Flandre était Bruxelles, et y ont fixé leur siège, sans consulter les habitants de la ville bien entendu. En proclamant son indépendance, la Flandre revendiquerait sa capitale ! Bien sûr, les Bruxellois sont à 85 % francophones, mais les dirigeants flamands ne manquent pas de souligner qu'outre le français, maintes langues sont parlées à Bruxelles, y compris le turc et l'arabe maghrébin, et même l'anglais dans des immeubles de bureaux. Par mansuétude, le gouvernement flamand serait prêt à accorder un statut dérogatoire (transitoire bien entendu) aux habitants qui ne parleraient pas le néerlandais (anglais accepté).

Il est peu vraisemblable que les politiciens britanniques et allemands intéressés par l'affaire soutiennent jusqu'au bout la revendication flamande, car ils savent qu'imposer un changement de langue aux habitants d'une grande ville est impossible. Mais des partisans du renforcement de l'Union Européenne pourraient proposer (dans un esprit de conciliation, n'en doutons pas...) un statut de « ville libre » pour une partie de Bruxelles, comme jadis Dantzig ! Ce quartier serait pompeusement proclamé « capitale de l'Europe » et, pour faire étasunien, on dirait *District of Concordia*. Toute latitude serait laissée à l'administration de l'Union Européenne pour angliciser peu à peu son district ; en contrepartie, toute latitude serait laissée aux autorités du nouvel État flamand, devenu souverain sur une partie de

**L'EUROPE ENTRE LA LIBERTÉ DES NATIONS ET LE STALINO-LIBRECHANGISME...(SUITE)**

la ville, pour gêner les Bruxellois francophones et attiser les oppositions ethniques. Mais ce scénario dépend de l'enclavement de Bruxelles en Flandre, qu'un référendum dans les communes proches de la « frontière linguistique » remettrait en cause. La primauté du droit du sol sur le droit des gens, qui est le principe de la politique flamingante et la cause principale de la fièvre politique récurrente de la Belgique, paraît ainsi aux européistes comme un atout maître.

Scinder la Belgique le long de la « frontière linguistique » existante, sans consulter les populations intéressées, est néanmoins en bonne logique un projet insoutenable. En effet, une seule nationalité belge existe, et une seule souveraineté. Ces faits incontestables sont de surcroît incarnés en une seule personne : le roi ! Le droit des personnes ne distingue pas, parmi les Belges, des Néerlandophones, des Francophones ou des Germanophones. La seule procédure envisageable est donc de demander l'avis des populations au suffrage universel, et de tracer la frontière au niveau communal. L'avenir de chaque commune serait décidé à la pluralité des voix des habitants, puis chacun opérerait pour la nationalité de son choix. L'argument que le référendum n'existe pas en droit belge est sans force, puisque par hypothèse l'État belge disparaîtrait. La seule restriction envisageable au suffrage universel pourrait être de limiter le corps électoral aux citoyens domiciliés dans chaque commune et y résidant effectivement depuis plusieurs années, mais cette modalité d'application ne modifierait pas le principe. Bien entendu, les États successeurs garantiraient la liberté de circuler et de résider, ainsi que le maintien des droits des minorités à l'avenir, de part et d'autre de la frontière ainsi démocratiquement déterminée.

***La crédulité des dupes est un fonds inépuisable pour l'ingéniosité des coquins.*** Edmund Burke.

Quoique seule cette procédure soit conforme à l'équité et à l'esprit du droit international, nul doute que des chicanes seraient tentées pour en limiter et en retarder l'application. L'enjeu en effet n'est pas mince, car si l'Union Européenne était reconnue comme un État fédéral disposant d'un territoire propre et d'un service diplomatique, ses dirigeants revendiqueraient bientôt un statut de membre permanent au Conseil de Sécurité de l'ONU. La Grande-Bretagne n'envisageant aucun changement de ses droits, au nom de son traditionnel statut d'exception, le siège de la France serait dévolu à l'Union Européenne et bientôt confié à un Danois entouré d'une administration anglaise. Ainsi l'empire anglo-saxon disposerait de trois sièges parmi les cinq permanents.

**Tel est le sens de la nomination de M. Van Rompuy, voulue par la finance internationale. Dévoué à la Flandre et fidèle serviteur des classes dominantes, M. Van Rompuy prépare la scission de la Belgique afin d'assurer la domination de l'empire anglo-saxon sur l'Europe, en contrepartie d'une promesse de soutien à la tentative de mainmise de la Flandre sur Bruxelles. De son poste, il devrait faire traîner des négociations pendant que les dirigeants**

**flamands brusqueraient le mouvement. La France risque d'être trahie par ses politiciens et éliminée de la politique mondiale.**

À l'occasion d'une crise politique, les dirigeants flamands tenteraient d'imposer leur solution avant que les peuples ne réagissent. Cette « solution », qui évidemment ne ferait que multiplier les problèmes, n'est pas une vague élucubration mais un dessein médité. M. Herman Van Rompuy était l'un des parlementaires flamands qui lancèrent le projet de scinder l'arrondissement de Bruxelles-Hal-Vilvorde sans référendum sur la limite linguistique, afin d'isoler Bruxelles. Herman a un frère, Éric, lui aussi politicien. Il n'y a pas de mal à avoir un frère, ni à se prénommer Éric, ni à se passionner pour la politique. Mais M. Éric Van Rompuy est connu depuis quarante ans comme un flamingant rabique, qui ne se cache pas de vouloir néerlandiser Bruxelles, de l'Atomium au bois de la Cambre et des sous-sols aux mansardes. Éric dit tout haut ce que Herman ne doit pas dire. Précisons : ce que Herman ne doit plus dire, car naguère encore il ne s'en privait pas. S'il le pouvait, il ferait parler flamand au Menneken-Pis. M. Herman Van Rompuy paraît certes aussi simplet que Pinocchio, mais ce sont les renards et les loups qui tirent les ficelles.

Encore une fois, l'oligarchie mondiale se fiche de la Flandre et des Flamings, il se trouve seulement que des intérêts coïncident. Ou plutôt, des hommes pensent que leurs intérêts coïncident. En réalité, le peuple flamand, grand petit peuple qui peut s'enorgueillir d'un passé glorieux et d'un présent prospère, nuirait certainement à son avenir s'il suivait ses extrémistes. La volonté de souveraineté de la plupart des Flamands est compréhensible et respectable, mais un coup de force à Bruxelles, suivi d'un long conflit avec les habitants de la ville, serait un très mauvais commencement d'existence étatique.

Pour tous les peuples, fixer par référendum la frontière entre les États serait bien préférable.

Face à de tels projets plusieurs questions viennent à l'esprit. Quel est, à présent, le but de l'Union Européenne ? Quelles sont ses effets réels ? Quelles forces sociales soutiennent-elles l'intégration européenne ? Comment les États peuvent-ils pacifier les rapports sociaux ?

Discuter ces questions en détail nécessiterait un gros livre écrit par plusieurs auteurs, mais quelques réponses partielles peuvent être cependant proposées.

Il n'est bien sûr pas possible d'épiloguer, puisque nul ne connaît l'avenir, mais la prépondérance anglo-saxonne au Conseil de Sécurité ouvrirait à l'ONU une crise semblable à l'agonie de la SDN à la fin des années trente. La diplomatie, déjà rendue instable par la volonté des États-Unis de récuser le multilatéralisme et d'affaiblir l'ONU, deviendrait chaotique. L'oligarchie escompte cependant affermir ainsi son pouvoir, d'autant plus que la suprématie de l'Union Européenne sur

## L'EUROPE ENTRE LA LIBERTÉ DES NATIONS ET LE STALINO-LIBRECHANGISME...(SUITE)

les États rendrait inopérants les débats politiques dans les pays européens, comme ils le sont depuis longtemps dans les pays anglo-saxons. Démocratie et Souveraineté nationale sont en effet inséparables, et le but visé est d'abolir l'une et l'autre, afin d'achever de détruire le compromis social datant de l'après-guerre, qui faisait la part trop belle aux producteurs dans le partage de la valeur ajoutée.

Dès les années cinquante du XX<sup>e</sup> siècle, les classes dominantes comprirent que le suffrage universel rendait impossible une politique réactionnaire dans les États nationaux. La « construction européenne » leur permit de dominer les démocraties nationales et de raffermir leur emprise sociale. Toute responsabilité politique fut bannie de cette Union européenne, malgré la concentration progressive du pouvoir. La notion même de politique en fut exclue, remplacée par l'exaltation des compétences des experts et par quelques simagrées de démocratie factice. Le libre-échangeisme y devint dogme. Ainsi fut supprimé tout frein à la circulation des marchandises et des capitaux, même à court terme, ce qui permit aux détenteurs de monnaie de reprendre une grande part de la valeur économique produite. Désormais les décisions sont prises dans l'ombre, au gré de firmes privées, financières plutôt qu'industrielles, et dont les plus influentes ne sont pas européennes. Sous la férule de la Commission, la concurrence entre les pays de l'Union européenne est exacerbée à dessein, et l'immigration laissée sans contrôle, afin de forcer la baisse relative des salaires et la régression des droits sociaux. Pour verrouiller cet absolutisme si propice aux tripotages, un projet de constitution fut présenté en 2005, mais rejeté par plusieurs peuples en dépit d'une intense propagande. Le traité de Lisbonne fut donc imposé en 2009 pour contraindre les peuples à se soumettre. Ce coup de force s'est accompagné de l'aggravation de la surveillance policière. Dans l'Union européenne, l'action politique est impuissante, l'industrie dépérit, les classes populaires sont frappées par le chômage et appauvries, la plupart des agriculteurs vivent, l'activité intellectuelle s'étiole, l'innovation disparaît.

Mais si ce désastre organisé obère l'avenir, il profite aux intermédiaires, et, au premier chef, aux banques anglo-saxonnes qui, grâce aux manœuvres de leurs gouvernements, se sont arrogé depuis quarante ans le monopole de la création monétaire. Ce sont elles qui, au moyen de l'OMC, ont imposé la concurrence indienne et chinoise. Ce sont elles qui achètent en monnaie de singe les entreprises pour en absorber la substance puis les démanteler. Ce sont elles qui gouvernent effectivement l'Union européenne, à travers des hommes de paille. Grâce à la crise financière et à l'Union européenne, elles contraignent à présent les États à collecter des impôts à leur service. La prévarication est devenue une institution européenne, indispensable à la survie de ces banques et de leur empire. La crise de la dette grecque montre sous un jour limpide la réalité des relations entre l'empire et ses vassaux. La Grèce est attaquée par des spéculateurs anglo-saxons, afin d'embarrasser les banques rivales créditrices, principalement allemandes et françaises, et pour détourner l'attention de l'état désastreux des finances des États-Unis et de la Grande-Bretagne.

Le despotisme européiste, nous y sommes. L'autoritarisme vétilleux de la Commission s'aggrave, avec l'aide de la bien mal nommée Cour de justice européenne, dont les arrêts prétoriens étendent sans cesse les compétences de l'Union européenne, en usurpant au profit de celle-ci les droits des États. La langue des maltôtiers anglo-saxons est imposée, même dans les affaires internes à chaque pays. La sape des constitutions nationales, seul cadre où les divers intérêts sociaux puissent se confronter pacifiquement, fait s'effondrer le débat politique et le contrôle démocratique sur les gouvernants. Le pouvoir discrétionnaire de commissaires nommés par intrigue, irresponsables, et placés sous influence, empiète ainsi chaque année davantage sur les libertés publiques et privées. Les difficultés économiques et politiques mènent fatalement ces despotes à la dictature. L'assujettissement des peuples par la destruction des droits nationaux, n'est limité que par la résistance des dirigeants des États, fort variable d'un pays à l'autre. Si les Allemands et les Britanniques savent à la fois défendre leur pouvoir national, investir les instances de décision de l'Union européenne et faire agir celles-ci au mieux de leurs intérêts, les classes dominantes françaises font tout leur possible pour accroître les prérogatives fédérales de l'Union européenne et vassaliser la République Française, dans l'espoir d'accéder à la surclasse dominante mondiale.

Prêtes à tout pour pérenniser leur prédominance sociale tant elles craignent la révolte d'un peuple mal-pensant, les classes dominantes françaises rêvent d'une tutelle étrangère et souhaitent une administration anglophone, où caser leurs rejets en excluant ceux du peuple. En dégradant encore un peu plus l'enseignement public, elles pourraient réserver le pouvoir à leurs descendants pour quelques générations. Les politiciens qui s'agitent incessamment dans les palais parisiens sont au-delà de toute critique. Tous leurs actes tendent à affaiblir la France, à la soumettre à l'empire dominant et à diviser les Français. Leur programme est celui de Condoleezza Rice en 2003 : abaisser la France. Au service de maîtres qui les méprisent, ces larbins ont envoyé l'armée française participer à l'agression contre le peuple Afghan. Ces lémures s'efforcent de faire dépérir la Francophonie et de céder la souveraineté de la Nation à l'Union européenne. S'ils réussissaient, ils se rengorgeraient de leur renoncement. Les dominants français, qu'ils se disent de « droite » ou de « gauche », seraient immensément euphoriques de devenir définitivement impuissants. Finies les responsabilités ! Et cela en bénéficiant de la solidarité active des oligarchies des pays voisins ! La France serait enfin échec et mat, politiquement, économiquement et intellectuellement, pour la jubilation de l'Angleterre et de l'Allemagne, et au grand soulagement de l'oligarchie française, qui pourrait s'angliciser le front haut, afin de dominer le peuple pendant un siècle.

L'étape suivante, déjà en cours, est de brider l'Union Européenne, par coalescence avec l'ALENA, dans une Union Transatlantique étroitement liée à l'OTAN et conçue comme moyen de domination interne sur les citoyens et d'intimidation externe vis-à-vis de la Chine et de la Russie. Sa fondation serait prétexte à créer une nouvelle monnaie

**L'EUROPE ENTRE LA LIBERTÉ DES NATIONS ET LE STALINO-LIBRECHANGISME...(SUITE)**

permettant une banqueroute partielle. Sa direction effective serait partagée entre les banquiers de Wall Street et ceux de la City, tandis que la prédominance sur le continent européen serait laissée aux industriels allemands, dont les représentants politiques s'efforcent depuis longtemps de diviser l'Europe en régions, selon leur modèle fédéral, escomptant ainsi transformer en pouvoir politique la puissance économique qu'ils retirent de l'UE. Le peuple allemand ne suivrait peut-être pas ses dirigeants, mais les récents chanceliers et ministres des affaires étrangères d'Allemagne ont dit et écrit, à maintes reprises, que l'Union européenne permettrait à l'Allemagne de s'assurer l'hégémonie qu'elle a échoué par deux fois à imposer à l'Europe par la guerre. Cette hégémonie s'encadrerait, en attendant de s'en affranchir, dans l'empire anglo-saxon, où la responsabilité politique des dirigeants et les droits des personnes régressent depuis vingt ans. Les inextricables difficultés que ce projet d'Union transatlantique ne manquerait toutefois pas de rencontrer font craindre une fuite en avant de ses promoteurs vers la guerre.

Si ce projet de fédération despotique et libre-échangiste aboutissait, la déstructuration économique s'aggraverait encore et empêcherait définitivement de donner du travail à tous. Les plus récemment arrivés perdraient toute possibilité de s'intégrer dans la nation. La cohésion sociale achèverait de se déliter. Mettre fin au libre-échange absolu et relocaliser la production est donc vital. Pour les Français, c'est l'existence nationale, culturelle et spirituelle qui est en jeu, en même temps que la prospérité, la liberté et la paix civile. Pas de liberté individuelle si la liberté collective n'est pas assurée ; pas de vie culturelle sans concorde ; pas de concorde sans prospérité ; point de prospérité, même pour les riches, si les pauvres sombrent dans la misère.

Un peuple est souverain s'il peut, par sa volonté ultime exprimée collectivement, accepter ou repousser un projet engageant son avenir. Parmi maintes raisons de vouloir maintenir notre Souveraineté nationale et la transmettre aux générations à venir, fierté, fidélité à nos aïeux et à notre culture, volonté d'être maître chez soi, goût pour la vie civique conçue comme une œuvre d'art, crainte d'une désarticulation de la société menant à la violence, il en est une qui devrait emporter la décision des Français : dans le monde tel qu'il est, la France est un instrument irremplaçable au service de la paix et de la liberté. Non par prédestination, parce que la France serait une entité providentielle, peuplée d'esprits géniaux et douée d'une essence collective intemporelle. Ce pays, comme toute autre formation sociale, aurait pu disparaître ou avoir d'autres limites. Ses mœurs ont évolué au cours du temps. Mais, au-delà de l'image sentimentale de Marianne au bonnet phrygien ou de « la Madone aux fresques des murs », l'équilibre social et les leçons de l'Histoire font que les Français croient à l'égalité des hommes et à l'égalité des nations. Ils pensent que la liberté individuelle s'exerce grâce à la liberté collective. Surtout, ils ont horreur des excès.

Ce n'est pas que jamais des Français n'en aient commis, il s'en faut. Mais, contre les abus, se sont toujours dressés des femmes et des hommes, pour les dénoncer et appeler leurs compatriotes à la raison, à la générosité et à l'honneur. Si peu nombreux les protestataires aient-ils d'abord été, ils ont toujours fini par emporter la conviction générale. Toutes les opinions, des plus chimériques aux plus pertinentes, des plus tyranniques aux plus généreuses, ont déjà été débattues en français. Au fil des siècles, malgré les défauts de leur organisation et les injustices de leur société, et même après que certains d'entre eux aient commis des crimes, les Français ont toujours su finalement se réformer. Souvent cela n'alla pas sans difficultés, ni sans fautes parfois sordides. Cependant, par leur attachement sans mysticisme à l'image idéale de la France, les Français expriment leur consentement à l'effort d'humaniser la société, cet effort que chaque génération doit continuer, en bénéficiant du labeur des générations qui l'ont précédée pour alléger les peines des générations qui lui succéderont.

Dans le désordre du monde, la France est le seul pays autour duquel des oppositions à un impérialisme puissent se cristalliser pacifiquement. C'est le seul pays qui pourrait, s'il se donnait à nouveau un Gouvernement, proposer une réforme globale des relations internationales. Cette proposition pourrait être d'autant plus favorablement accueillie que l'impérialisme français date désormais d'un passé ancien.

La crise en cours, économique, financière, politique, morale, et aussi guerrière puisque les puissances anglo-saxonnes ont perpétré deux agressions au Moyen-Orient et y ont entraîné leurs alliés, démontre l'excès d'ambition de l'oligarchie. Les événements châtient cette démesure. En répandant partout le trouble et la violence, les puissances « occidentales » se sont fait haïr dans le monde entier. Leurs industries sont à présent très menacées par celles de pays concurrents que les dirigeants ont eux-mêmes favorisés le plus possible, sous la pression de financiers avides de multiplier les échanges, occasions de profits. Ces concurrents sont sans scrupules et exploitent leurs peuples sans pitié. Si ce déséquilibre perdurait, le risque de grave conflit s'accroîtrait. Seule une calme fermeté peut rétablir à la fois l'équilibre international et la liberté.

La dynamique propre du système international, mais aussi les interventions des acteurs politiques, détermineront la coopération ou l'affrontement, la prospérité ou l'appauvrissement, le rétablissement de la démocratie ou l'instauration d'une dictature durable, la paix ou la guerre. Notre liberté dépend de notre lucidité et de notre ténacité. Pour que les peuples d'Europe ressaisissent une prise sur leur avenir, la priorité est d'abattre l'irréformable Union Européenne, de quitter l'OTAN, et de remettre en chantier la coopération internationale.

**Les Français peuvent en prendre l'initiative.** ■

## VERS UN COUP D'ÉTAT FÉDÉRALISTE ?

*par André BELLON*

**C'**EST une victoire de l'Europe », s'exclame Alain Minc après le « plan de sauvetage de l'euro » adopté par l'union européenne le 10 mai ; de leur côté, les habitués thuriféraires, Attali, Moscovici, etc., en appellent à plus d'Europe (« gouvernement économique », augmentation du budget européen). Le discours officiel se poursuit ainsi, ignorant tout, à commencer par les contestations. D'ailleurs, pour eux, la contestation est nuisible puisqu'elle fait peur aux marchés.

Ainsi, ceux-là même qui, à chaque étape de la construction européenne, ont poussé à la catastrophe actuelle, demandent aujourd'hui les pleins pouvoirs pour continuer. Aucune autocritique alors même qu'on serait en droit de s'inquiéter qu'une construction présentée comme si forte soit fragilisée par les difficultés d'un pays, la Grèce, qui ne représente économiquement pas grand-chose. Mais telle est la conséquence naturelle de la dérégulation mise en œuvre par les dirigeants durant les dernières décennies et soutenue par ceux qui demandent le pouvoir pour l'étape suivante. On remarque aussi que, à chaque fois, les peuples sont là pour payer les additions mais on n'envisage pas de leur donner un contrôle quelconque sur les plans adoptés ou les projets envisagés de « gouvernement économique ». Et s'ils renâclent comme lors du 29 mai 2005, on passe outre. Jusqu'à quand osera-t-on encore invoquer la démocratie ? La classe dirigeante continue de se parler à elle-même, de se faire peur, de se congratuler sans se préoccuper de sa représentativité.

On crée un drame, on suscite la peur, on se présente comme le sauveur. Ainsi en est-il des dirigeants européens. Voilà des années qu'ils mettent à bas la démocratie, la souveraineté populaire, le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes au nom d'un libéralisme qui n'est que le cache sexe d'intérêts financiers de plus en plus minoritaires.

Nous sommes à un tournant historique. Jusqu'alors, nos sociétés étaient censées être régies par les principes démocratiques, les citoyens exerçant leurs droits de regard sur l'utilisation de ressources publiques et la volonté des peuples constituant le fondement des pouvoirs publics.

La construction européenne est l'instrument de la destruction de cette démocratie. Au nom d'un fédéralisme sans citoyens et de contraintes économiques qu'ils ont eux-mêmes créées, les dirigeants européens veulent une nouvelle étape dans la disparition des peuples et des nations dans un magma incontrôlable soumis aux seuls pouvoirs financiers.

En toutes hypothèses, une telle évolution ne saurait être acceptée sans l'aval des peuples concernés. ■